ASSEMBLÉE NATIONALE

6 décembre 2013

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET FORÊT - (N° 1548)

Retiré

AMENDEMENT

N ° CE741

présenté par

Mme Allain, M. Alauzet, Mme Auroi, Mme Bonneton, M. François-Michel Lambert et M. Molac

ARTICLE PREMIER

Compléter la deuxième phrase de l'alinéa 12 par les mots :

« , notamment dans le cadre de leurs politiques alimentaires et de leurs compétences en matière de restauration sociale *via* la restauration collective. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La restauration collective est un levier structurant dans les territoires pour faire émerger un projet alimentaire partagé, associant l'ensemble des acteurs des filières, les élus, les consommateurs et le système éducatif. Même s'il ne concentre pas tout le volet social de l'alimentation, il en illustre l'état d'esprit : permettre au plus grand nombre d'avoir accès à un repas équilibré et sain dans la journée à un coût acceptable.

L'introduction dans les repas et sur le long terme de produits biologiques, locaux et de saison n'a pas qu'une vertu environnementale en ce sens qu'elle permet aussi de structurer des filières porteuses d'emplois non délocalisables (production, transformation, distribution), de contribuer au développement de l'agriculture biologique et de l'agro-écologie, de construire une pédagogie de l'alimentation et de l'environnement basée sur du concret et pérenne, de construire des projets de territoires sur la base d'outils participatifs.

Cela s'inscrit tout à fait dans ce que peuvent être les contrats alimentaires territoriaux, en lien avec la dynamique GIEE.